

## Qui a provoqué la perte du Congo ? Les conséquences de l'action secrète (par Herman Cohen, Charles G. Cogan et Pr Stephen Weissman)

### Description

#### Qui a provoqué la perte du Congo ? Les conséquences de l'action secrète (par Herman Cohen, Charles G. Cogan et Pr Stephen Weissman)

Dans la note éditoriale des Relations extérieures des États-Unis, Congo, 1960-1968, il est écrit la déclaration suivante : « En août 1960, le gouvernement américain a lancé un programme politique secret au Congo qui a duré près de 7 ans, visant initialement à éliminer Lumumba du pouvoir et à le remplacer par un dirigeant plus modéré et pro-occidental. Le gouvernement des États-Unis a fourni des conseils et des subventions financières...

Cette affirmation mène-t-elle à une reconnaissance par les États-Unis de leur responsabilité dans l'échec de construction d'un État fonctionnel en RDC ?

Pour par Herman Cohen, Charles G. Cogan répondent par la négative tandis que Stephen Weissman répond par l'affirmative. Ci-dessous les détails de leurs argumentaires.

**Thèse du chaos colonial** par Herman J Cohen

**HERMAN J COHEN est un ancien ambassadeur des États-Unis qui a été secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique de 1989 à 1993. De 1963 à 1968 il avait été le chargé d'affaires à l'ambassade américaine à Leopoldville**

Stephen Weissman mérite d'être félicité pour ses excellentes recherches sur l'implication de la CIA dans la guerre du Congo, politique intérieure immédiatement après l'indépendance (« Ce qui s'est réellement passé au Congo », juillet/août 2014). Néanmoins, le fait qu'il attribue à la CIA toute la responsabilité de l'instabilité initiale du Congo et de la dictature corrompue du président Joseph Mobutu qui s'en est suivie.

Les problèmes du Congo étaient une conséquence directe de la transition bâclée du Congo vers l'indépendance en 1960. Contrairement aux Britanniques et aux Français, qui ont commencé à préparer leurs colonies africaines à l'indépendance au début des années 1950, les Belges avaient initialement prévu de retarder l'indépendance du Congo jusqu'aux années 1980, au plus tôt. Les revenus tirés des riches ressources en cuivre et en diamants de la colonie étaient trop importants pour qu'on puisse envisager de les perdre. Mais en 1958, la politique intérieure de la Belgique s'est tournée vers la gauche et l'anticolonialisme, et le gouvernement a été contraint de faire avancer le Congo vers l'indépendance avec seulement deux petites années pour se préparer. Le résultat a été désastreux.

Les Belges ont décidé qu'ils pouvaient faire passer le Congo à l'autonomie après l'indépendance en maintenant leur contrôle administratif des expatriés, y compris au sein des forces de sécurité, pendant suffisamment d'années pour permettre aux Congolais de prendre le relais. C'était une supposition naïve. Dès le premier jour, les soldats congolais se sont mutinés contre leurs officiers belges. La

communauté d'affaires belge a tenté de préserver ses investissements dans la province du Katanga, riche en cuivre, et dans la province du Kasai, riche en diamants, en finançant et en armant des groupes sécessionnistes locaux.

Le Premier ministre Patrice Lumumba était aussi responsable que quiconque du chaos, compte tenu de sa rhétorique anti-belge féroce. À la suite de ses sympathies, les diplomates soviétiques ont commencé à répandre de l'argent pour soutenir Lumumba, poussant les États-Unis.

Le président Dwight Eisenhower sur le point d'envoyer des forces de l'OTAN. Lumumba a également incité les milieux d'affaires belges à engager des mercenaires pour aider les ambitions sécessionnistes. En août 1960, le pays était un gâchis total.

Ce qui a stabilisé le Congo au cours de ses cinq premières années, c'est le succès de la mission de maintien de la paix des Nations unies initiée par l'administration Eisenhower. Des sous-traitants de l'ONU et de la Banque mondiale ont assuré la continuité des travaux publics et d'autres services pendant que les bases de la politique congolaise étaient en train d'être réglées. Le soutien de la CIA à la prise du pouvoir par Mobutu en 1965 était vraiment la moins mauvaise option, étant donné que la Belgique n'avait formé aucun cadre congolais.

Les dix premières années du règne de Mobutu, de 1965 à 1975, étaient en fait positifs. Par l'intermédiaire de l'ambassadeur des États-Unis et du chef de la station de la CIA, les experts américains ont fourni des conseils judicieux au gouvernement congolais, en particulier en matière de gestion économique et financière. Ils ont persuadé Mobutu d'accepter un programme de stabilisation du Fonds monétaire international qui réduisait l'inflation et remplissait les rayons des magasins de biens de consommation. La CIA a aidé Mobutu à coopter les sécessionnistes au Katanga et au Kasai. Quand j'ai en 1968-1969, mon équipe a conseillé Mobutu sur la façon de nationaliser les mines de cuivre de manière appropriée et légale, ce qui l'a rendu populaire. Cette bonne décennie s'est terminée en 1975, lorsque le prix mondial du cuivre a chuté de 50 % et que Mobutu s'est retrouvé lourdement endetté et incapable de payer. À ce moment-là, la corruption et la mauvaise gestion ont pris le dessus. Mais la stabilité politique s'est poursuivie jusqu'à ce que les envahisseurs rwandais et ougandais renversent Mobutu en 1997.

La caractérisation par Weissman du régime de Mobutu comme quelque chose d'aberrant au cours des trois premières décennies de l'indépendance de l'Afrique n'est pas exacte. Mobutu était l'Afrique dominante. À l'époque, tous les gouvernements africains indépendants étaient des États à parti unique. Aucun n'a permis l'opposition. Chacun d'entre eux avait des dirigeants politiques à la recherche de rente. La seule chose qui distinguait Mobutu, c'était l'ostentation de son vol. Les gouvernements de la Côte d'Ivoire, de la Tanzanie et de la Zambie, pour ne citer que quelques exemples de régimes modérés

Le gouvernement des États-Unis, admiratif, détournait régulièrement les revenus publics vers des poches privées par l'intermédiaire de ses partis politiques au pouvoir. Ce vol était furtif, mais le résultat net était le même. Et lorsque la production de pétrole a décollé en Angola, au Gabon et au Nigeria dans les années 1970, le vol dans ces pays a fait passer Mobutu pour un amateur.

Bien que la CIA ait été très active au Congo pendant les cinq premières années de l'indépendance de ce pays, l'impact réel de l'agence sur les événements y était périphérique. Le malheureux processus de décolonisation a été la force négative motrice.

**La défense de Devlin par Charles G. Cogan**

**CHARLES G. COGAN est associé au Belter Center for Science and international Affairs de la Harvard Kennedy School, où il est l'auteur de l'étude de cas « Containing the Chaos : The US-UN Intervention in the Congo, 1960-1965 ».**

Dans son article sur l'action secrète des États-Unis, il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher les États-Unis de au Congo dans les années 1960, Stephen Weissman affirme que « Lawrence

Devlin, chef de station de la CIA au Congo pendant la majeure partie de la période, a eu une influence directe sur les événements qui ont conduit à la mort de [Patrice] Lumumba. Ayant servi comme chef de station adjointe au Congo de mai 1963 à juillet 1965, période entre les deux affectations de Devlin en tant que chef de station, et après avoir examiné en détail les documents d'archives, je peux dire avec certitude que Weissman dénature le rôle de Devlin dans la mort de Lumumba.

Alors que la crise du Congo se déroulait à l'été 1960, avec 1 000 Soviétiques ayant été transportés par avion dans le pays, selon les calculs de Devlin, le gouvernement américain a conclu que Lumumba était impossible à gérer. Le 18 août 1960, le Conseil de sécurité nationale a tenu une réunion au cours de laquelle le président Dwight Eisenhower a peut-être indiqué que Lumumba devait être éliminé. Robert Johnson, le preneur de notes du NSC à la réunion, a déclaré plus tard au Comité de l'Église : « Le président Eisenhower a dit quelque chose – je ne me souviens plus de ses mots – qui m'est apparu comme un ordre pour l'assassinat de Lumumba. » Sur la base de cette réunion, Allen Dulles, le directeur de la CIA, a considéré qu'il avait un mandat pour l'assassinat de Lumumba, et il a agi en conséquence.

En septembre 1960, le quartier général de la CIA envoya des agents à Léopoldville pour mettre en œuvre un plan d'assassinat de Lumumba. L'idée principale était d'accéder au bungalow de Lumumba et d'y placer du poison

là, de préférence dans son dentifrice. Mais l'opération, très peu pratique, ne s'est jamais matérialisée. Devlin, qui s'y opposait, traîna intentionnellement les pieds et déversa même le poison dans le fleuve Congo, même si, dans un télégramme du même mois, il avait déclaré qu'il souhaitait « l'arrestation ou toute autre disposition plus permanente de Lumumba ».

En décembre, cependant, des événements ont été déclenchés qui ont conduit à la mort de Lumumba. Après son arrestation par les forces du colonel Joseph Mobutu, Lumumba et deux de ses assistants ont été emmenés de Léopoldville au camp militaire de Thysville, en aval du fleuve Congo. Le gouvernement de Mobutu entame début janvier 1961 des négociations informelles pour le transfert de Lumumba au Katanga avec Moïse Tshombe, le gouverneur de la province. Le 12 janvier, Devlin avertit le gouvernement congolais que la garnison de Thysville risquait de se mutiner pour soutenir Lumumba, et le 14 janvier, Devlin apprit que Lumumba devait être transféré hors de Thysville. Devlin ne prit aucune mesure après le 14 janvier, mais rédigea une longue dépêche sur le sujet au début de février.

Le 17 janvier, après avoir été transportés par avion à l'aéroport Elisabethville, au Katanga, Lumumba et ses deux assistants ont été emmenés et n'ont jamais été revus. La version la plus communément admise est que Lumumba a été mis à mort plus tard dans la nuit en présence de Godefroid Munongo, le proche lieutenant de Tshombe. Un rapport de l'ONU rédigé plus tard cette année-là a désigné le tueur probable comme étant « le colonel Huyghe, un mercenaire belge ». En ce qui concerne le rôle de Devlin, la conclusion du Comité Church est toujours valable : « Il ne semble pas d'après les preuves que les États-Unis ont été impliqués de quelque manière que ce soit dans le meurtre. »

Selon Weissman, « Devlin n'a donné aucune indication qu'il avait exprimé une quelconque opposition au plan » de transfert de Lumumba et a donc donné « le feu vert au transfert ». Il écrit également que « la position permissive de Devlin a sans aucun doute été un facteur majeur dans la décision du gouvernement de déplacer Lumumba ».

Mais cette caractérisation exagère largement le pouvoir de Devlin d'arrêter le transfert, même s'il l'avait voulu. Certes, il ne semble pas que le gouvernement des États-Unis ait fait beaucoup plus que des appels pro forma pour que Lumumba ne soit pas lésée. Mais il est douteux que Devlin ait pu avoir une quelconque influence sur son destin. Devlin était beaucoup plus un spectateur qu'un participant à ces événements ; les Congolais dirigeaient le spectacle.

Bien que Devlin ait sauvé la vie de Mobutu à deux reprises au cours de l'été turbulent de 1960 en l'informant des complots, Mobutu était un personnage extraordinairement arrogant et arbitraire. Plus tard, il se retourna contre Devlin, soupçonnant à tort le chef de la station de préparer un coup d'État contre lui.

### Réplique de Weissman

Bien que les critiques d'Herman Cohen et de Charles Cogan fournissent des informations contextuelles utiles, je suis déçu qu'elles ignorent pratiquement mes preuves selon lesquelles l'action secrète de la CIA dans pratiquement mes preuves selon lesquelles l'action secrète de la CIA dans les années 1960 au Congo a contribué à façonner et à perpétuer des régimes non représentatifs, incompetents et corrompus dans ce pays.

Pour commencer, Cohen utilise un pinceau trop large pour dépeindre mon point de vue. Il se plaint de ce que j'attribue à la CIA « la responsabilité de toute l'instabilité initiale du Congo et de la dictature corrompue du président Joseph Mobutu qui a suivi ». Ce que j'ai écrit en fait, c'est que « l'héritage de clients et de techniciens de l'agence a contribué à une longue spirale de déclin, qui a été caractérisée par la corruption, les troubles politiques et la dépendance à l'égard de l'intervention militaire occidentale », et que « les États-Unis doivent porter une part de responsabilité pour ce que Mobutu a fait ».

En revanche, Cohen soutient que les facteurs clés à l'origine des crises du pays étaient « la transition bâclée du Congo vers l'indépendance par la Belgique », la rhétorique anti-belge de Patrice Lumumba, l'opportunisme soviétique, l'effondrement des prix du cuivre en 1975 et la propension de la région à des régimes à parti unique et à des « dirigeants politiques à la recherche de rente » – en bref, tout sauf les interventions politiques et paramilitaires massives et efficaces de la CIA de 1960-1968 et leurs effets sur la politique américaine ultérieure.

Cohen minimise même l'impact du soutien de la CIA au coup d'État de Mobutu en 1965, le caractérisant comme une sorte de réaction obligatoire à une mauvaise décolonisation. C'était, dit-il, « la moins mauvaise option, étant donné que la Belgique n'a formé aucun cadre congolais ». En réalité, il s'agissait d'un effort calculé de la part des responsables américains pour mettre fin aux querelles préélectorales entre les principaux clients de la CIA, qui menaçaient de fournir une ouverture aux forces de gauche.

Cohen met l'accent sur les résultats « positifs » de la première décennie du règne de Mobutu, une période qui a à peu près coïncidé avec l'accent diplomatique de Cohen sur le Congo. Mais il est révélateur que les principales réalisations qu'il cite soient l'acquiescement de Mobutu aux recommandations du gouvernement américain d'accepter un programme de stabilisation du Fonds monétaire international et de nationaliser les mines de cuivre « de la manière appropriée et légale ». Lorsqu'il s'est agi pour Mobutu de mettre en œuvre ses propres idées, dont beaucoup visaient à renforcer son soutien politique, des initiatives tape-à-l'œil se sont transformées en échecs lamentables. C'est ainsi qu'il a créé un parti politique unique pour maintenir sa légitimité, mais celui-ci s'est rapidement détérioré en une coquille vide. Il a dépensé à mauvais escient une partie des nouveaux revenus des mines nationalisées dans des projets d'éléphants blancs et a détourné illégalement d'autres fonds. Sa politique mal conçue de transfert d'entreprises agricoles et commerciales appartenant à des étrangers

pour les membres de l'élite politique est devenue un fiasco monumental qui a paralysé l'économie et décimé sa popularité passagère.

Cohen a raison de dire que l'autoritarisme et la corruption du régime de Mobutu reflètent de larges courants politiques en Afrique. Le modèle politique dominant de l'époque était le « néopatrimonialisme », une forme puissante de clientélisme politique qui frisait la corruption et le gouvernement personnalisé. Pourtant, Cohen ne parvient pas à reconnaître que le Congo constituait une variante particulière et extrême du modèle. Comme je l'ai écrit, « depuis l'intervention de la CIA, les dirigeants congolais se sont distingués par une combinaison unique de qualités : peu de légitimité politique, peu de capacité à gouverner et une corruption si étendue qu'elle dévore les institutions et les normes. » Le point de vue de Cohen selon lequel les régimes

en Côte d'Ivoire, en Tanzanie et en Zambie, la situation était essentiellement similaire et pourrait sembler tirer la CIA de ses gonds, mais ce n'est pas exact. Contrairement au Congo, ces trois pays étaient dirigés par des personnalités qui avaient mené la lutte anticoloniale et qui avaient ainsi conservé une certaine légitimité politique. De plus, le néopatrimonialisme a été relativement modéré en Côte d'Ivoire et en Tanzanie, la première conservant une réputation de gouvernance efficace et la seconde préservant certaines normes juridiques. Et aucun de ces pays n'avait une corruption aussi répandue que le Congo, où Mobutu a dit publiquement à ses bureaucrates : « Si vous voulez voler, volez un peu intelligemment, d'une manière gentille. »

Cogan, pour sa part, rejette ma conclusion selon laquelle la position permissive de Lawrence Devlin a été un facteur majeur dans la décision congolaise de transférer Lumumba aux sécessionnistes soutenus par la Belgique qui l'ont assassiné. Pourtant, Cogan ne fait aucun effort pour s'attaquer aux preuves considérables que j'offre à l'appui de ma conclusion contraire. Il n'aborde pas les relations de travail intimes de Devlin avec ceux qui ont décidé du transfert. Ce groupe recevait un soutien financier essentiel et des conseils politiques de la part de Devlin, le consultait habituellement sur les questions

touchant à la sécurité de Lumumba et suivait presque toujours ses conseils. Cogan ne fait pas non plus mention du fait que Devlin n'a pas averti à l'avance du transfert de Washington, ce que Devlin a très probablement fait pour écarter la possibilité que le département d'État décourage cette décision à la veille de l'investiture du président John F. Kennedy.

Cogan soutient également l'affirmation de Devlin dans ses mémoires selon lesquelles il a intentionnellement traîné les pieds pour s'opposer à un ordre antérieur de planifier l'assassinat de Lumumba. Dans un article basé sur des recherches sur des documents déclassifiés de la CIA ("An Extraordinary Rendition", *Intelligence and National Security*, avril 2010), j'ai conclu qu'il n'y avait aucune preuve indépendante que Devlin avait bloqué le complot. Au contraire, il a proposé et exploré huit options possibles en trois semaines, qui ont toutes été refusées par son patron. Par la suite, il a demandé à l'administration centrale d'envoyer un ressortissant d'un pays tiers pour faire le travail et de lui envoyer par valise diplomatique un fusil de grande puissance de fabrication étrangère avec un viseur télescopique et un silencieux. Et après que Lumumba se soit échappé de la garde de l'ONU, Devlin a demandé au quartier général s'il était possible d'envoyer l'un de ses agents pour poursuivre Lumumba afin de prendre des « mesures directes ».

Ces événements se sont produits il y a plus de cinq décennies, mais ce n'est que progressivement qu'ils ont été pleinement mis en lumière. Si les États-Unis veulent améliorer leur politique étrangère, ils doivent reconnaître et réfléchir sur les faits historiques, en particulier lorsqu'ils suggèrent que Washington a fait de mauvais choix.

### Categorie

1. Analyse
2. Histoire de la RDC
3. Politique
4. SOCIETE

### date créée

mars 30, 2024

### Auteur

admin